

tre en est un qui connaît la province de Québec et qui a à cœur d'aider tous ses concitoyens.

Les lois sur les régions désignées et les zones spéciales sont, sans aucun doute, deux armes très utiles pour lutter contre le chômage.

Dans le région de Rimouski, du Bas du fleuve et de la Gaspésie, nous profitons, comme partout au Canada, de ces lois qui visent à encourager les cours de recyclage et de formation professionnelle.

Par exemple, si nous considérons que pour l'année 1968-1969, le financement des cours a coûté \$1,231,692 pour le district de Rimouski et que les allocations accordées à ceux qui suivaient ces cours s'élevaient à \$1,450,244; si nous considérons que pour l'année 1969-1970, les allocations versées aux 1,260 personnes qui ont suivi ces cours se chiffraient à \$1,509,000 et la contribution du gouvernement fédéral à la construction d'écoles polyvalentes, nous pouvons dire que le gouvernement a fait sa part pour aider à éliminer la cause du chômage.

Quant aux mesures proposées, je suis d'avis que les adoucissements fiscaux devraient être une des premières mesures à court terme que le gouvernement devrait employer afin d'encourager l'entreprise privée et, par le fait même, l'augmentation du nombre d'emplois.

Il faudrait appliquer, aussitôt que possible, les nouvelles mesures visant à améliorer la Loi sur l'assurance-chômage. De plus, au cours de cette lutte anti-inflationniste, il serait bon de «régionaliser» les mesures, parce que nous reconnaissons tous qu'au Canada, des régions souffrent du chômage parce qu'elles sont victimes des circonstances. Alors, il faudrait prendre les mesures nécessaires pour que les citoyens de ces régions n'aient pas trop à souffrir de la guerre nécessaire que nous devons faire contre l'inflation.

En ce qui a trait au Québec, un travail à long terme d'animation sociale et d'éducation devrait être fait auprès des jeunes, afin d'inciter ceux qui ont choisi des carrières scientifiques ou techniques de penser, une fois qu'ils auront terminé leurs études et gagné un peu d'argent, à créer des emplois et à ne pas compter uniquement sur le gouvernement. Qu'ils comptent sur eux, qu'ils comptent sur leurs propres efforts. Cela améliorerait beaucoup le statut de la main-d'œuvre au Québec, surtout lorsque nous songeons que depuis quelques années, selon les renseignements que je possède, 75 p. 100 des étudiants se spécialisent dans les domaines des arts, des lettres et des sciences humaines. C'est nécessaire et très utile, mais un pourcentage de 75 p. 100 est certainement trop élevé, car ces étudiants deviendront des chômeurs plus tard.

Enfin, je pense que cette lutte au chômage doit être très sérieusement étudiée par le gouvernement. Je demande, au nom de mes concitoyens, aux ministres des Finances et du Travail (MM. Benson et Mackasey), de prendre toutes les mesures nécessaires d'ici quelques semaines pour amoindrir le danger de détérioration économique pour l'hiver prochain, afin que nous puissions vivre avec un certain plaisir et avoir la satisfaction de travailler à améliorer les conditions de vie de nos concitoyens.

[Traduction]

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, en écoutant cet après-midi les merveilles qu'a

dites le ministre des Finances (M. Benson) à propos de la politique anti-inflationniste qu'a suivie le gouvernement ces derniers mois, je n'ai pu m'empêcher de penser au célèbre bulletin médical dans lequel on annonçait que l'opération avait été un succès complet, mais que le patient était mort.

Une voix: Elle est vieille, celle-là.

Mme MacInnis: Oui, elle est vieille, et le chômage aussi. Le fait est que, loin d'être mort, le patient canadien n'en est pas moins dans un état très critique actuellement en ce qui a trait au chômage, et la politique du gouvernement a contribué incommensurablement à cet état de choses. Le fait est que même les experts du gouvernement nous disent qu'au cours de l'hiver prochain, 700,000 personnes vont se chercher du travail au Canada et que 3 millions de Canadiens vont subir une perte de revenu, s'ils échappent au chômage.

Le ministre a cité divers experts pour justifier son optimisme, mais il a négligé de nous citer l'extrait suivant du dernier rapport du Conseil économique:

Le niveau élevé des taux de chômage récents nous paraît inacceptable. En effet, parmi tous les grands pays industriels, le Canada est probablement celui qui a le taux de chômage le plus élevé, même si l'on tient compte de différences dans les bases de calcul.

Il a aussi négligé de nous donner l'avis du grand public, de ces hommes et des ces femmes ordinaires dont un grand nombre ont fait directement l'expérience du chômage. Dans un sondage Gallup du 7 novembre, on posait la question suivante:

A tout prendre, diriez-vous que le gouvernement s'occupe de façon compétente du problème du chômage?

Les chiffres suivants donnent une idée de l'opinion canadienne: 16 p. 100 ont dit que le gouvernement faisait du bon travail; 19 p. 100 ont dit qu'il faisait un travail passable et 57 p. 100, qu'il faisait un piètre travail. C'est au Québec qu'on est le plus déçu; 63 p. 100 des gens interrogés ont dit que le gouvernement s'acquittait lamentablement de sa tâche. Le Québec a été suivi de près par l'Ouest, où 60 p. 100 ont dit la même chose.

Nous avons entendu beaucoup parler du Québec cet après-midi. Je ne dirai que quelques mots. Le premier ministre de cette province a certainement un travail formidable à faire pour trouver ces emplois. Il a promis 100,000 nouveaux emplois à la fin de 1971. Le Conseil économique dit que le nombre d'emplois créés au Québec en 1970 est de 3,000. Il devra alors trouver 97,000 emplois au cours de l'année prochaine. Entre temps, sans l'aide et les programmes fédéraux, ni le Québec, ni aucune des autres provinces, ne pourront faire face aux problèmes du chômage des prochains mois, car la situation est immédiate et urgente.

Je suis d'accord avec le député de Terre-Neuve que les chiffres désaisonnalisés laissent froid, car il n'est pas question de chiffres mais d'hommes et de femmes, de familles, qui ont à faire face à des privations et à des frustrations en ce moment. Entre-temps, la misère, l'insécurité et la déception foisonnent au Canada, surtout,